

2015 – 1, n° 6

Éthique, politique, religions

Le Transhumanisme

Revue semestrielle éditée par l'Institut
de recherches philosophiques de Lyon (IRPhL),
avec l'aide de l'Institut universitaire de France

PARIS
CLASSIQUES GARNIER
2015

RÉDACTEUR EN CHEF

Thierry GONTIER

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Nazaré MARQUES

COMITÉ DE RÉDACTION

Frédéric BRAHAMI (Université de Franche Comté), Philippe BÜTTGEN (Université Paris 1), Isabelle DELPLA (Université Lyon 3), Chérif FERJANI (Université Lyon 2), Hugues FULCHIRON (Université Lyon 3), Thierry HOQUET (Université Lyon 3), Mai LEQUAN (Université Lyon 3), Thierry MÉNISSIER (Université de Grenoble), Corine PELLUCHON (Université de Franche Comté), Jean-Philippe PIERRON (Université Lyon 3), Bruno PINCHARD (Université Lyon 3), Michel SENELLART (ENS-LSH, Lyon)

COMITÉ DE LECTURE

Makram ABBÈS (ENS-LSH, Lyon), Étienne BIMBENET (Université Lyon 3), Michel FOESSEL (Université de Dijon), Luc FOISNEAU (Centre Raymond-Aron, CNRS/EHESS), Claude GAUTIER (ENS-LSH, Lyon), Charles GIRARD (Université Lyon 3), Stéphane MADELRIEUX (Université Lyon 3), Jean-Claude MONOD (Archives Husserl, CNRS), Lionel OBADIA (Université Lyon 2), Pierre-Yves QUIVIGER (Université de Nice)

COMITÉ SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL

Francesco ADORNO (Université de Salerne), Lazare BENAROYO (Université de Lausanne), Thomas BERNS (Université libre de Bruxelles), Marc-Antoine DILHAC (Université de Montréal), Jocelyn MACLURE (Université de Laval), Mathias RIEDL (Central European University, Budapest), David WALSH (Catholic University of America, Washington), Ghilain WATERLOT (Université de Genève)

© 2015. Classiques Garnier, Paris.

Reproduction et traduction, même partielles, interdites.

Tous droits réservés pour tous les pays.

ISBN 978-2-8124-4839-3

ISSN 2265-0156

John Von Heyking & Thomas Heilke (ed.) *The Primacy of Persons in Politics. Empiricism & Political Philosophy*, Washington D. C., The Catholic University of America Press, 2013 (280 p., plus une bibliographie des principales œuvres de Tilo Schabert sur le sujet et un index)¹.

Cet ouvrage se présente comme un volume d'hommage à Tilo Schabert, Professeur émérite de sciences politiques de l'Université d'Erlangen, bien connu pour ses travaux sur François Mitterrand ainsi que sur le maire de Boston Kevin White². Il se compose de huit études rédigées par différents auteurs (David Tabachnik, Toivo Koivukolski, John Von Heyking, Thomas Heilke, Dan Avnon, Alexander Thumfart, András Láncki et Erik Neveu), précédées d'une introduction rédigée par les deux éditeurs et d'un essai de Tilo Schabert lui-même, qui fournit une synthèse des thèmes centraux de sa réflexion.

Tout en étant un volume d'hommage, l'ouvrage traite d'une question bien précise, celle de la valeur des personnes dans le monde politique contemporain, c'est-à-dire un monde politique né de la proclamation de l'« État de droit » et de la primauté des institutions juridiques sur l'arbitraire des individus. Dans ce contexte, le titre de l'ouvrage énonce à lui seul un programme. En affirmant la primauté des personnes en politique, l'ouvrage remet en cause le préjugé de la démocratie libérale – et de la science politique moderne – contre le « facteur humain » (Avnon, p. 159), et met en valeur le fait que la politique à l'âge contemporain n'est pas seulement une affaire d'institutions, mais reste comme par le passé – quoique de façon différente – dominée par des hommes.

Le projet intellectuel de Tilo Schabert ne peut être compris qu'en relation à sa méthode, dont l'étude du sociologue français Erik Neveu souligne l'originalité. Elle se situe au carrefour entre la philosophie et la sociologie empirique. Schabert part des données de l'observations

-
- 1 Une traduction anglaise de cet article a été publiée sur le site de *Voegelinview* : <http://voegelinview.com/tilo-schabert-primacy-persons-politics-review/>. Je remercie Ron Srigley de son autorisation à en publier la version française dans *Éthique, politique, religions*.
 - 2 Tilo Schabert, *Boston Politics: The Creativity of Power*, Berlin and New York : De Gruyter, 1989 ; *Wie Weltgeschichte gemacht wird: Frankreich und die deutsche Einheit*, Stuttgart, Klett-Cotta, 2002, trad. fr. O. Mannoni, *Mitterrand et la réunification allemande : une histoire secrète (1981-1995)*, Paris, Grasset, 2005, trad. angl. J. R. Tuttle, *How World Politics is made: France and the Reunification of Germany*, Columbia (Mo) and London, University of Missouri Press, 2009.

(suivi, à partir notamment d'interviews et de consultation d'archives, de la pratique quotidienne du pouvoir) pour les rapporter à des questions héritées de la tradition la plus classique de la théorie politique. Le recueil fait d'ailleurs lui-même droit à cette démarche, en alliant des études très théoriques, souvent nourries de références classiques (Tabachinik, Koivuloski, Heyking, etc.), à des études de cas, comme celle d'Alexander Thumfart, qui porte sur les changements de modes de gouvernance dans une mairie de l'Est de l'Allemagne après la chute du mur. Erik Neveu rapproche cette démarche, opposée à tout dogmatisme et toute idéologie (p. 245), attentive au détail et en dialogue avec les sciences sociales, de celles de Norbert Elias (p. 250 et 258) ou de Pierre Bourdieu (p. 251). Comme eux, Tilo Schabert refuse d'essentialiser le groupe et ses structures (p. 246), et privilégie la réalité concrète des individus, de leurs sentiments et affects, de leurs actions, de leur « style », de leurs modes de communication et de leurs connexions interpersonnelles (p. 257). Mais cette attention à la donnée observable permet aussi à Schabert de proposer une réflexion théorique sur ce qu'est *le* politique et le distingue d'autres sphères de l'action humaine, économiques, sociales ou morales. Ici Schabert se fait l'héritier de Carl Schmitt et d'Eric Voegelin (dont il a été l'élève à Munich dans les années 1960) et, plus encore peut-être, celui d'Hannah Arendt (Koivukoski, p. 57).

Cet élément spécifique du politique, Schabert le trouve dans la notion de créativité (Schabert, p. 7-8). Il est significatif que son ouvrage sur la politique à Boston (le plus cité dans ce volume) porte comme sous-titre « *The Creativity of Power* ». Tout en se référant à la figure classique du législateur comme à une sorte de figure paradigmatique de la création politique, Schabert étend cette notion de créativité au quotidien de la pratique politique, qui implique une « refondation permanente » (Heilke, p. 124 ; Avnon, p. 141) dans un monde en mouvement perpétuel (Schabert, p. 3-6), et qui est comparée à une *creatio continua* (Lánczi, p. 228). Cet élément créatif, inhérent à toute politique, est porté par des personnes, et non par des dispositifs institutionnels, qui, au contraire, visent la stabilité et la perpétuation d'un ordre déjà donné. C'est là le sens de l'étude de Thomas Heilke, qui montre en quoi cette dimension de créativité, portée par l'exécutif, permet d'échapper à la réduction, critiquée par Arendt, de la politique à une règle. La différence est (Heilke, p. 124 et 138) qu'Arendt tend à voir dans la politique l'exercice d'une

créativité pure, alors que Schabert est sensible aux contraintes imposées par le contexte : le monde politique n'est pas un pur chaos, mais plutôt un mixte d'ordre et de désordre (p. 91), de stabilité et fluidité (p. 130), que Schabert nomme, en empruntant le néologisme à James Joyce, un *chaosmos* (Intro., p. XIV ; Tabachnik, p. 47 ; Láncki, p. 224-225).

En prônant ainsi la « primauté des personnes en politique », Schabert propose une réponse à la question de la modernité¹, souvent caractérisée comme l'empire d'une rationalité bureaucratique autotélique, anonyme et indifférente aux hommes. Cette modernité n'a pas, en un sens, à être dépassée : elle n'est en réalité qu'une façade qui cache la permanence du politique en son sens classique, à savoir l'action des personnes concrètes. C'est là le sens de l'étude de David Tabachnik, qui, à partir d'une généalogie de l'anti-modernisme au XX^e siècle, oppose l'optimisme schabertien au pessimisme de la tradition anti-moderne qui va de Heidegger à Fukuyama, en passant par Adorno et Horckheimer : pour Schabert, « la “politique exécutive” ou la pratique du pouvoir politique exécutif est le vestige de la créativité politique, le lieu où la politique demeure fluide et puissante – et où elle est le moins encombrée par les pressions de l'État moderne » (p. 44). « Le secret de la politique moderne et de savoir cacher les vraies conditions du pouvoir » (Láncki, p. 227-228) : la politique moderne les cache sans cependant les faire entièrement disparaître. Derrière la façade des institutions, ce sont toujours des hommes qui agissent. Ici Schabert apparaît (même si la comparaison n'est pas faite dans l'ouvrage) comme un héritier optimiste de Carl Schmitt, moins soucieux de dénoncer comme lui les mystifications de l'État de droit que de montrer en quoi la politique à l'âge actuel, et en particulier (Láncki, p. 209, 212, 230, 232) l'âge post-communiste, implique un jeu dialectique entre institutions et création.

Dans ce contexte, l'exécutif n'apparaît plus comme la figure ancillaire de la souveraineté législative, qui constituerait le véritable cœur du politique, mais plutôt comme une structure parallèle constituant le véritable moteur de la vie politique tel un second gouvernement invisible. Dan Avnon montre dans quelle mesure la réflexion de Tilo

1 Tilo Schabert a traité à plusieurs reprises de cette question. Voir en particulier « A Note on Modernity », *Political Theory*, n° 7/1 (1979), p. 123-137 ; « Modernity and History I : What is Modernity ? », *The Promise of History, Essays in Political Philosophy*, ed. by A. Moulakis, Berlin, De Gruyter, 1985, p. 9-21.

Schabert conduit à repenser à nouveaux frais le statut de l'autocratie (p. 142, 149, 153, 157). L'autocratie (ou monocratie) n'est pas ici comprise comme un régime politique opposé à la démocratie, comme c'est le cas chez Hans Kelsen par exemple : elle se situe à l'intérieur même du système de gouvernement constitutionnel (Schabert, p. 22) dont elle forme le cœur dynamique et créatif. Et l'ouvrage fait référence aux différentes figures de la présidentialisation (de l'hyper-présidentialisation) du pouvoir, tant en France (De Gaulle, Mitterrand, Sarkozy) qu'en Allemagne (Kohl, Merkel), en Angleterre (Blair), en Italie (Berlusconi) ou aux États-Unis (Wilson, Obama) (Schabert, p. 16-20 ; Láncki, p. 235). Comme l'écrit Avnon (p. 144) de nos sociétés, « tout en étant démocratique dans leur forme, elles sont autocratiques en pratique », l'autocratie constituant « le premier moteur derrière la façade institutionnelle de la politique démocratique » (p. 145). D'où une série de paradoxes qui tous mettent en jeu le conflit entre l'apparence (démocratique, rationnel, stable, routinier et prévisible) et le fonctionnement réel (monocratique, arbitraire, fluide, ouvert à la nouveauté) de nos sociétés modernes. On ne sera guère étonnés de la référence récurrente des différents auteurs à Machiavel (p. ex. Heilke, p. 118 *sq.*) et à sa figure du prince (Láncki, p. 217 *sq.*) – à la différence que là où Machiavel met l'accent sur l'efficacité et le résultat, Schabert le fait plus porter sur la créativité (Avnon, p. 164).

Le gouvernant n'agit pas seul. Son succès dépend étroitement de la mise en œuvre d'un réseau de supporteurs, fait le plus souvent d'anciens amis (Schabert, p. 16). Si la théorie politique classique plaçait l'amitié au cœur de la vie politique, les modernes, depuis Hobbes et Kant (Von Heiking, p. 80-82), n'ont cessé de voir dans la formation de ce qu'ils considèrent comme des factions un résidu d'arbitraire personnel, une source de conflit civil et un obstacle à l'instauration d'un État rationnel fondé sur le droit. De fait, la formation d'un parti d'ami, dont la fonction est de porter l'individu au pouvoir et de l'aider à s'y maintenir, constitue « l'art essentiel de la politique » (Von Heiking, p. 87) et la condition nécessaire du succès politique (Intro, p. XXXIV).

Peut-on voir dans cette formation d'un parti personnel au sein de l'État, comparé dans le recueil au système clientélisme patricien romain (Avnon, p. 158 ; Thumfart, p. 195) et à la « société de cour » analysée par Norbert Elias (Thumfart, p. 188 ; Neveu, p. 263), une résurgence

de la *philia politikè* des Anciens, demande John Von Heyking ? Le parti est une association d'amis dont le but n'est pas l'amitié en elle-même. Mais l'idée selon laquelle il ne saurait y avoir d'amitié sans intimité, et le rejet qui en découle de l'idée d'une *politikè philia*, est une idée moderne, et plus précisément romantique¹ : l'amitié politique implique plutôt une forme d'intimité distante (Von Heiking, p. 97), comme celle que Mitterrand savait entretenir avec ses plus proches. Sans être donc la *téléia philia*, l'amitié fondée sur le plaisir ou sur l'utilité reste encore, pour Aristote, une amitié authentique. Quant à l'amitié « synaesthétique », qui met en jeu des buts intellectuels, elle forme une part essentielle de la politique (Von Heiking, p. 82), sous la forme de l'amitié entre les hommes d'États – entre Mitterrand et Kohl par exemple.

On pourrait se demander si ce recueil d'études, toutes extrêmement stimulantes, ne tend pas trop à restreindre la personne, dont on affirme la « primauté en politique » au seul gouvernant, et la *philia politikè* aux relations qu'il entretient avec une élite de supporters et de conseillers², – ces relations personnelles pouvant être étendues à une masse plus grande de militants ou sympathisants (et il y aurait assurément sur ce point des distinctions à faire entre la pensée de Schabert lui-même³ et celle de ses commentateurs dont les études sont rassemblées dans ce volume). La notion même de « personne »

1 On pourrait de fait faire remonter en grande partie cette idée au chapitre I, 28 des *Essais* de Montaigne qui tend à rejeter l'idée d'une amitié politique (et, avec elle, toute autre forme d'amitié imparfaite) au nom de l'authenticité et de l'exclusivité de l'amitié personnelle qui l'a lié à Étienne de la Boétie.

2 Les différents auteurs se réfèrent souvent à Platon, en particulier pour noter le caractère *personnel* de son modèle de gouvernement ou encore son rejet de la créativité en politique (Heilke, p. 114 ; Avnon, p. 139-141). J'ajouterai à leurs références quelques autres sur le rôle essentiel de l'amitié dans la formation et la préservation du gouvernement : dans un passage autobiographique de la lettre VII (325d), Platon attribue à la difficulté qu'il a rencontrée à participer activement à la vie politique d'Athènes à la difficulté, dans une société corrompue d'avoir un groupe d'« amis et compagnons fidèles ». Aussi conseille-t-il à Denys de se forger une personnalité lui « forgé en lui-même une personnalité à même “de lui attirer des amis et des compagnons loyaux” » (331d-e). La sauvegarde de l'amitié entre les gouvernants est, dans la *République*, ce qui justifie le communisme de la propriété et de la famille (VIII, 543a-c), et la cause première du déclin de la *politèia* originaire est le relâchement de cette amitié au sein de la classe gouvernante (VIII, 545d).

3 Sur la question de l'inventivité de la personne dans une démocratie, voir l'étude de Tilo Schabert, « la polis : sa genèse » dans *L'Architecture du monde. Une lecture cosmologique des formes architectoniques*, Lagrasse, Verdier, 2012, p. 241-254.

fait implicitement référence au « personnalisme », et en particulier au personnalisme chrétien des années 1930 (Intro, p. XI, XVI, XXVI). Dans ce cas, il me semble important de poursuivre la question, posée par Toivo Koivikoski (en particulier p. 63-64), d'un élargissement à l'ensemble des citoyens, sous peine de voir en eux une « masse » de sujets-consommateurs, réduits à un simple jeu de passions et d'intérêts et manipulable par des autocrates, qui ne peuvent en rien s'appuyer sur la légitimité des monarques-philosophes de Platon. Cet élargissement est sans doute la condition *sine qua non* d'une *philia politikè* comprise comme le fondement du lien politique. Thomas Heilke (p. 111) rappelle justement, après Voegelin, que les institutions politiques ne reposent pas seulement sur des dispositifs procéduraux rationnels, mais sur le partage de symboles communs. L'institution ainsi comprise (en un sens précisément « institutionnaliste ») est un symbole partagé, reposant sur une communauté de croyances entre des personnes. La démocratie n'est pas seulement un dispositif rationnel et efficace de gouvernement : en tant qu'elle fait droit à l'égalité des personnes liées entre elles dans la communauté, elle relève de ces symboles et est sans doute à ce titre une condition essentielle de la « transformation de l'amitié en lien politique » (p. 157). Platon, moins autocrate qu'il ne le paraît au premier abord, l'a bien vu dans les *Lois* (Von Heiking, p. 91), en montrant l'importance des fêtes grâce auxquelles chacun est invité à participer à la grande danse de la cité. Aristote aussi, en réservant au citoyen ordinaire un pouvoir décisionnaire (et par là créatif) dans le domaine judiciaire. Et, pour Thomas d'Aquin, « l'organisation la meilleure pour le gouvernement d'une cité ou d'un royaume » est un mixte de monarchie, d'aristocratie et de démocratie, dans lequel « la multitude n'est pas étrangère au pouvoir [...], tous ayant la possibilité d'être élus et tous étant d'autre part électeurs » (*Summa theologiæ*, IaIIae, q. 105, a.1, resp.). Dans le contexte contemporain, la démocratie n'est pas seulement une routine ou une façade : en son sens symbolique, elle permet de faire droit à la créativité du citoyen ordinaire, et de penser, comme le demandait Hannah Arendt (Heilke, p. 129), la créativité politique non seulement dans le cadre du gouvernement *sur* les autres, mais aussi du gouvernement *avec* les autres.

Quoi qu'il en soit sur ce point, l'ouvrage, par la cohérence des études rassemblées, atteint son but, montrant, dans la lignée de l'étude

wébérienne de l'autorité charismatique, que les relations dont le pouvoir politique est tissé ne sont pas uniquement de nature institutionnelle, et qu'il n'y a pas de créativité en politique sans un lien personnel entretenu par le dirigeant et son entourage, qu'il soit restreint à une élite ou élargi à la multitude des citoyens.

Thierry GONTIER
Institut de recherches
philosophiques de Lyon (IRPhL)
– Université Lyon III
Institut universitaire de France